

La Belgique prête à participer à une "force d'interposition" de l'ONU au Burundi

@rib News, 04/02/2016 â€“ Source AFP La Belgique est prête à participer à une force d'interposition au Burundi, plongé dans une grave crise politique, si elle est votée par l'ONU, a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders dans un entretien à France24. "Il ne s'agit pas de pointer du doigt exclusivement les violences du pouvoir, il y a aussi des violences commises (...) par des rebelles armés aujourd'hui. On doit appeler tout le monde à ne pas faire usage de la violence et à revenir à la table des négociations", a déclaré M. Reynders dans cette interview diffusée par chaîne française dans la nuit de mercredi à jeudi.

"Mais si ce n'est pas possible, on va devoir redemander à l'Union africaine (UA) et aux Nations Unies d'imaginer une force d'interposition", a-t-il jugé, estimant que "la Belgique ne peut évidemment pas le faire seule, nous n'avons pas cette intention, ni cette capacité d'agir seuls dans un pays comme le Burundi". Cette déclaration intervient alors que le dialogue interburundais, brièvement relancé fin décembre, est au point-mort et que l'UA a renoncé, lors de son sommet des chefs d'Etats fin janvier, à déployer la Mission africaine de prévention et de protection (Maprobu), forte de 5.000 hommes, qu'elle envisageait. "Mais on souhaite vraiment qu'on puisse protéger la population, (car) il y a trop de violence aujourd'hui dans ce pays et trop peu de dialogue", a insisté le ministre belge. La Belgique, ancienne puissance coloniale au Burundi, est le premier pays à annoncer qu'il serait prêt à participer à une mission d'intervention au Burundi. "Après les drames vécus au Rwanda, cette idée que nous n'interviendrions plus dans d'anciennes colonies ou des pays sous mandat, (...), je crois que c'est une erreur", a justifié M. Reynders, faisant référence à la mort de Casques bleus belges présents au sein de la mission de paix de l'ONU au Rwanda, la Minuar, lors du génocide déclenché en avril 1994 par le régime extrémiste hutu au Rwanda (800.000 morts). Bujumbura accuse également la Belgique d'être le chef de file d'un "complot international" contre le pouvoir du président Pierre Nkurunziza et "d'armer" l'opposition dans l'objectif de "recoloniser" le Burundi. La Belgique, qui a qualifié "d'absurdes" ces accusations, a "conseillé" depuis la mi-novembre ses ressortissants dont la présence n'est pas essentielle au Burundi de quitter le pays. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza - élu en juillet - à un troisième mandat, que l'opposition, la société civile et une partie de son camp jugent contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile de 1993-2006. Cliquez ici pour voir l'interview de Didier Reynders à France 24